

LA PAIX PAR LE NUCLEAIRE ?

par Roger Godement

La polémique sur les essais français a, une nouvelle fois, donné aux partisans des armes nucléaires l'occasion de sortir leurs grandes orgues : dissuasion, sécurité, indépendance nationale, paix perpétuelle par le nucléaire, etc. «*Qui niera que nous devons à la dissuasion nucléaire les cinquante dernières années de paix entre les "Grands" ?*», nous demande, d'un air de défi, Claude Cheysson, dans le Monde du 26 juillet 1995. De son côté, M. Charles Millon, ministre de la défense, nous dit le 5 août que «*pendant cinquante ans, l'équilibre de la terreur a préservé la planète d'une nouvelle guerre mondiale*». Le 3 septembre, M. Gilles Martinet, dans un article fort critique sur ces essais nucléaires, n'en confirme pas moins que «*ce qu'on a appelé "l'équilibre de la terreur", c'est-à-dire le rapport de forces qui s'était créé entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, a permis d'éviter une nouvelle guerre mondiale*». Le 7 septembre, M. François Fillon nous dit à son tour que «*la dissuasion a donné cinquante ans de paix à l'Europe*». Etc.

C'est la millième fois que la classe politique française nous assène ce genre d'assertion sans jamais l'accompagner de la moindre justification historiquement documentée; au mieux, tout a toujours reposé sur des échaffaudages de conjectures non vérifiées quant aux intentions de l'URSS ou, chez des gens plus prudents, sur ses capacités militaires considérées automatiquement comme une "menace". Ce terme revient constamment dans la littérature du sujet sans qu'on nous en fournisse une définition un tant soit peu précise; à en juger par les contextes d'emploi, il semble désigner la possession d'armements considérables, fussent-ils à vocation défensive, par une puissance potentiellement hostile - auquel cas les armements américains, ou même français, peuvent, vus de Moscou, être considérés eux aussi comme une "menace".

Pour pouvoir continuer à justifier la dissuasion française alors que l'Union Soviétique s'est désintégrée, on s'appuie maintenant (Jacques Chirac, Le Monde du 1er septembre) sur «*l'instabilité des pays issus de l'ex-Union soviétique, sur le territoire desquels subsistent des milliers d'armes nucléaires¹*», sur «*la résurgence en Europe même de conflits ancestraux*» dont on ne voit pas très bien ce

¹La dite instabilité garantit beaucoup plus probablement la fin de la "menace" soviétique pour bon nombre d'années, et si la guerre éclatait entre, disons, l'Ukraine et la Russie, on ne voit pas à quoi les armes françaises pourraient servir. Ajoutons que les experts américains s'accordent à penser que les garde-fous soviétiques contre une utilisation non autorisée d'armes nucléaires demeurent aussi stricts que les contrôles américains.

que nos armes nucléaires pourraient y faire - il aurait mieux valu les avoir en 1870, 1914 ou 1939...-, et sur des conjectures grotesques concernant la prolifération, par exemple le gigantesque arsenal nucléaire que Saddam Hussein possèdera dans un futur indéterminé (grâce d'ailleurs, en bonne part, à la technologie française qui aura permis aux scientifiques et ingénieurs irakiens de se familiariser avec la physique et les techniques nucléaires "civiles" avant de se lancer dans des travaux militaires secrets, comme les Français l'ont fait avant eux).

Mais s'il s'agit de lui, on ferait beaucoup mieux de calmer les milieux militaro-industriels qui réclament la reprise de leurs fructueux contrats d'exportation d'armes conventionnelles et de technologie que de lui opposer un arsenal officiellement destiné à l'Union Soviétique. Même s'il parvient finalement à se munir de quelques armes atomiques plus ou moins primitives, il ne sera sûrement pas nécessaire, pour le dissuader d'en faire usage, de lui opposer des missiles mer-sol MIRV à six têtes de 150 kilotonnes; les militaires américains semblent penser, quant à eux, que les armes conventionnelles actuelles feraient très largement l'affaire. Il est vrai que, sur ce terrain, la France n'est pas aussi bien placée comme on l'a vu lors de la guerre du Golfe, notamment parce qu'elle n'a jamais pu développer à la fois ses capacités nucléaires et conventionnelles.

M. Millon demande que *«le dialogue l'emporte sur l'insulte»*, faute de quoi *«ce sera une fois de plus la victoire d'une pensée unique, qui ne débat pas»*. En fait de pensée unique qui ne débat pas, il serait difficile de dépasser les trente cinq ans de pilonnage politique et médiatique ayant abouti à la débilité intellectuelle du "consensus" français, réel ou supposé.

Lorsque M. Pinton, secrétaire général de l'UDF à l'époque, a manifesté publiquement, dans Le Monde du 16 juin 1983 puis dans La Croix du 20 juillet, son opposition à la doctrine nucléaire française pour des raisons éthiques - la gaffe maximum - et stratégiques, il a signé l'arrêt de mort de sa carrière politique; vous vous souvenez de ce "dialogue" ?

Et lisez, dans Libération du 16 août 1995, le "dialogue" entre George Pompidou et Jacques Barrau - professeur au Muséum national d'histoire naturelle et l'un des rares spécialistes français du Pacifique à avoir observé les effets des expériences américaines - lors de l'inauguration de Mururoa :

Les hasards de la bousculade me permirent, avec mon inconscience de Don Quichotte, de dire au Président ma crainte de voir la population de la Polynésie dite française "ethnocidée" par l'afflux des moyens financiers, techniques et surtout humains qu'allaient nécessiter ces expérimentations nucléaires. L'homme m'a regardé et écouté avec un petit sourire dédaigneux et il m'a tourné le dos, en haussant les épaules, sans un mot. Jamais peut-être n'ai-je senti un tel mépris, en vertu de je ne sais quels impératifs militaires nationaux.

Revenons aux vertus pacificatrices des armes nucléaires. Dans tous les domaines intellectuellement respectables, la règle éthique fondamentale est que c'est à l'auteur d'une assertion qu'incombe la charge de la preuve. On imagine l'ouragan d'hilarité dans la corporation mathématique si l'Anglais qui vient de consacrer innocemment sept ans de sa vie à gravir le premier l'Everest des mathématiciens s'était borné à dire, en style Cheysson : «*Qui niera la validité du théorème de Fermat*» ?

L'Histoire ne comporte pas de théorèmes, mais elle ne repose pas non plus sur des postulats à la Euclide; elle ne consiste pas davantage à raconter n'importe quoi sans preuves. Si tel était le cas, on ne voit pas pourquoi les historiens passeraient des années à transpirer sur toutes sortes d'archives comme, par exemple, le font depuis longtemps, sur les affaires atomiques et la guerre froide, des douzaines d'Américains dont, fort heureusement pour la pensée unique et francophonique de nos nucléocrates, les travaux sont inaccessibles à 99,99 % de nos concitoyens : ils ne lisent pas l'anglais et, de toute façon, ces travaux sont absents des bibliothèques ouvertes au public et ne se trouvent que dans un très petit nombre de bibliothèques spécialisées d'accès très limité, comme celle de la Fondation nationale des sciences politiques à Paris, ou de petits centres de recherche dont l'existence même n'est connue que de rares spécialistes.

Ils ne sont exploités, généralement de façon très unilatérale, que par une poignée d'auteurs français ayant partie liée avec les milieux militaro-industriels, comme les généraux Gallois et Poirier et l'amiral Duval, ou en proie à un anti-soviétisme plus ou moins systématique, comme MM. Pascal Boniface, Cornelius Castoriadis, André Glucksman, François Heisbourg, Pierre Lellouche, Michel Tatu, etc., tous gens dont le fonds de commerce, aujourd'hui en faillite, consistait à «*sonner le tocsin pour un incendie qui n'a jamais éclaté*» comme l'a dit il y a longtemps un spécialiste américain pourtant de leur bord (Samuel Huntington). Il ajoutait que «*si l'incendie n'a jamais éclaté, c'est peut-être précisément parce qu'on a tant sonné le tocsin*» : belle pirouette dialectique qui met automatiquement les contestataires hors jeu (sauf ceux qui demandent des *preuves* vérifiables et vérifiées, et non pas seulement de la rhétorique, des paradoxes logiques ou des assertions "infalsifiables" à la Karl Popper, c'est-à-dire dont on ne peut démontrer ni la validité ni la fausseté).

Il serait donc temps pour MM. Cheysson, Millon et plus généralement pour la classe politique française et ses militaires de justifier leur point de vue autrement qu'en le répétant *ad nauseam* comme, au Vatican, le dogme de l'Immaculée Conception. Tout le monde sait qu'il y a eu à la fois le nucléaire et ce qu'ils appellent la paix en Europe, mais tout le problème est d'établir une relation de cause à effet suffisamment convaincante pour établir le rôle positif, plutôt que négatif, du nucléaire dans le maintien de cette paix. Voire même son indispensabilité puisqu'on entend dire tout aussi souvent que «*sans les armes nucléaires, la Troisième guerre mondiale aurait éclaté*». Mais on ne peut pas recommencer l'Histoire sur d'autres prémices pour vérifier cette théorie; elle traduit seulement l'idée que l'on se fait des intentions soviétiques, seule puissance - qui le niera ? dirait M. Cheysson - capable de déclencher la

catastrophe. On pourrait néanmoins mettre au défi les partisans de cette théorie de nous décrire, à titre d'exercice, une situation crédible - réelle et non pas imaginée - où, en l'absence d'armes nucléaires, la guerre eût éclaté.

Une première observation qui s'impose lorsqu'on discute de la théorie canonique est son caractère *littéralement miraculeux*. Désirant mettre en évidence les multiples interventions de la Providence dans les affaires humaines, Bernardin de Saint Pierre croyait que celle-ci avait muni le melon de côtes pour en faciliter le partage lors des repas familiaux. De nos jours, il expliquerait sûrement que le Créateur a muni les atomes d'uranium de noyaux instables pour interdire aux hommes de la seconde moitié du XX^e siècle de se lancer dans une troisième Grande Guerre encore bien plus horrible que la seconde. Bénissons donc le Seigneur et Son infinie sagesse - et bénissons les physiciens d'avoir réalisé en décembre 1938, plutôt qu'en mars 1978, cette découverte totalement inattendue, certainement l'une des plus révolutionnaires, au sens intellectuel du terme, de toute l'histoire de la Physique².

Ce raisonnement paraîtra sans doute bizarre, voire même idiot, aux politiciens, politologues, historiens de la guerre froide et autres "littéraires" qui, n'en sachant généralement pas plus long que leurs concierges sur la Physique et son histoire³, semblent considérer les armes nucléaires comme un acquis allant de soi au même titre que la poudre à canon et, lorsqu'on l'inventera, le fusil à tirer dans les coins. Pour eux, les scientifiques et ingénieurs sont des «*backroom boys*» dont on utilise les inventions sans rien y comprendre - on compte les tanks ou les missiles des deux camps, ce qui est à la portée du premier venu, mais on ignore tout ou presque de leurs performances ou de leur fiabilité - et dont les travaux ne présentent par ailleurs aucun intérêt. Les Soviétiques déploient des SS-20 ? Tiens, justement, il y a des gens chez Boeing qui disent savoir faire des missiles de croisière, on ne sait pas comment ça marche, mais c'est la Providence qui nous les envoie, ils pourront toujours faire peur aux Russes, alors

²On me dira que si Hahn et Strassman n'avaient pas découvert la fission, d'autres l'auraient découverte, éventuellement par des méthodes physiques plutôt que par des analyses radiochimiques, deux semaines ou deux mois plus tard. C'est plus que vraisemblable à en juger par l'histoire du sujet, et en fait Fermi et ses collaborateurs romains ont probablement obtenu des fissions dès 1934 - mais sans s'en rendre compte tant l'idée en était absente des esprits des physiciens. Le miracle tient moins aux individus Hahn et Strassman qu'à l'état dans lequel se trouvait la physique nucléaire à l'époque : quinze jours après la découverte, Niels Bohr, en l'apprenant, se frappe le front, déclare que «nous avons tous été des idiots» et explique instantanément le phénomène grâce à l'analogie du noyau avec une goutte d'eau qu'il avait déjà proposée, cependant qu'aux USA il suffit de quelques heures à un physicien qui venait d'apprendre la nouvelle en lisant le journal chez son coiffeur pour monter une expérience qui la confirme instantanément. Cela ne démolit pas pour autant mon argument sur le caractère littéralement providentiel de la théorie : si l'uranium n'était pas fissionable, on n'aurait pas découvert la fission, encore moins les armes nucléaires et l'on aurait eu la WWII...

³Les personnes ignorant tout de la Physique nucléaire et de son histoire ne sauraient mieux faire que de lire le magnifique livre de Richard Rhodes, The Making of the Atomic Bomb (Simon & Schuster, 1987) et, tant qu'à aller jusqu'au bout, Dark Sun. The Making of the Hydrogen Bomb (mêmes auteur et éditeur, 1995), qui traite des cas américain et soviétique, ainsi que David Holloway, Stalin and the Atomic Bomb, 1940-1956 (Yale University Press, 1994). Une traduction française du premier chez Hachette figure au catalogue de l'édition française depuis 1990, mais personne ne l'a encore jamais vue autrement que sous la forme d'une réalité virtuelle; il y a là un mystère qui mériterait quelques éclaircissements...

fabriquons-en, déployons-les et ne faisons pas de publicité au fait que le développement d'engins de ce type a commencé des dizaines d'années avant l'apparition des SS-20.

Autre problème. Des armes nucléaires, il y en a des deux côtés, par exemple les célèbres SS-20 qui, selon M. Mitterrand à Bonn, étaient à l'Est pendant que les "pacifistes" étaient à l'Ouest (en compagnie, détail sans importance, de quelque dix mille armes nucléaires stratégiques américaines). Quand M. Millon parle de l'équilibre de la terreur, croit-il que les armes américaines ont neutralisé les armes de terreur soviétiques ou, comme les collègues de Sakharov, que les armes soviétiques ont neutralisé les armes de terreur américaines ? Si les armes soviétiques ont contribué au maintien de la paix, MM. Cheysson, Millon et leurs innombrables semblables plus ou moins anti-soviétiques devraient en faire l'éloge, ce qui serait assez drôle. Si ce ne fut pas le cas, alors il faudrait en conclure que, si certaines armes nucléaires, les "bonnes", ont contribué à maintenir la paix, d'autres, les "mauvaises", ont contribué à la mettre en danger, la question de savoir quelles sont les bonnes dépendant du camp auquel on appartient.

Et croit-on sérieusement que, dans cet équilibre de la terreur, les armes françaises aient joué un quelconque rôle, notamment lorsqu'au plus fort de l'hostilité Est-Ouest elles n'existaient encore que dans les cervelles de quelques polytechniciens du CEA et des Poudres, de quelques militaires comme le Général Ailleret, le Général Gallois (qui, en 1957, pantoufle pour vingt cinq ans chez Dassault où l'on fabriquera les Mirages de sa miraculeuse dissuasion du faible au fort), le Colonel Buchalet (qui, aussitôt après avoir réussi le premier essai français, pantoufle chez Schneider et dirigera Framatome dix ans plus tard), et de ministres et technocrates de la Quatrième République généralement gaullistes comme le général Koenig, MM. Palewsky, Chaban-Delmas, Felix Gaillard ou Guillaumat ?

Qui le niera ? Puisque M. Cheysson a l'impudence de poser sa question sous une forme aussi méprisante à l'égard des capacités intellectuelles de ses lecteurs, faisons-lui connaître quelques opinions américaines diamétralement opposées aux siennes. Bien entendu, ces opinions, pas plus que celles de MM. Cheysson & Co., ne prouvent rien : on ne peut rien prouver dans ce genre de domaine, c'est la différence entre l'Histoire et les Mathématiques comme on l'a noté plus haut, et bien sûr les opinions hétérodoxes que nous allons citer n'ont jamais été majoritaires même aux Etats-Unis. Néanmoins, elles existent et émanent de personnes ayant fort probablement consacré beaucoup plus de temps que lui au problème, notamment dans les archives américaines pour certaines d'entre elles. Leur principal intérêt est de montrer que le consensus français sur les vertus de la dissuasion n'est pas aussi universellement partagé qu'on tente de le faire croire à des millions d'innocents français tirant toutes leurs informations de leurs journaux quotidiens et de la télé. Un aspect bien plus étrange du phénomène est que les experts français de ces affaires ne semblent pas plus sceptiques que la quasi totalité de leurs compatriotes; ils ont pourtant, eux, accès à la bibliothèque de la Fondation nationale des sciences politiques, où l'on trouve 80 % de la littérature américaine, orthodoxe et révisionniste indifféremment.

«*Je n'ai jamais cru que [les Soviétiques] aient pensé qu'il serait dans leur intérêt d'envahir militairement l'Europe de l'Ouest, ou plus généralement qu'ils auraient lancé une attaque contre cette région même si la soit-disant dissuasion nucléaire n'avait pas existé*» (George Kennan, Foreign Affairs, 1987, p. 888). Kennan fut l'auteur entre 1944 et 1950, à l'ambassade de Moscou puis au State Department, de la doctrine américaine de "containment" de l'URSS et, par la suite, l'historien le plus connu sans doute des relations entre les deux pays. Anti-soviétique convaincu comme le montrent surabondamment ses télégrammes de Moscou, son célèbre article de 1947 signé X dans Foreign Affairs, ses mémoires et tous ses livres, Kennan était persuadé que les dirigeants soviétiques cherchaient à étendre leur influence par tous les moyens possibles à l'exception d'une guerre générale. Tous leurs efforts, selon lui, étaient dirigés vers le soutien aux partis communistes étrangers dans l'espoir qu'ils finiraient par prendre le pouvoir - exporter la révolution - et qu'en conséquence, l'objectif de la politique américaine devait être de faire en sorte qu'ils n'y parviennent pas, par exemple grâce au Plan Marshall dont il fut sans doute le principal inspirateur et qui, dans l'idée des dirigeants américains de l'époque, servirait en somme à exporter la contre-révolution ou, si l'on préfère, une idéologie politico-économique américaine aussi impérialiste que la doctrine communiste. En vertu de quoi il s'opposa au développement de la bombe H à la fin de 1949 et démissionna peu après du State Department lorsqu'il devint clair que les Etats-Unis s'orientaient vers une course illimitée aux armements nucléaires.

Un autre diplomate est du même avis : «*Il n'y a aucune raison de croire que si les armes nucléaires n'avaient pas existé, aucune des deux superpuissances aurait sérieusement envisagé d'attaquer l'autre, ou que les Soviétiques auraient envahi l'Europe de l'Ouest. En fait, de nombreux transfuges et émigrés ont ces dernières années témoigné du fait que les chefs soviétiques ont cru ["ont su" serait probablement plus exact] pendant toute la période d'après guerre que l'URSS était beaucoup plus faible que ne le supposaient les analystes occidentaux*» (Marshall Bremant, *Reaching out to Moscow*, Foreign Policy, Automne 1990, p. 66).

Un spécialiste de la politique militaire soviétique contredit M. Cheysson encore plus brutalement : «*Il devrait nous paraître tout à fait clair que l'exploit des quarante dernières années est d'avoir évité la guerre en dépit des effets négatifs d'une politique fondée sur la dissuasion*» (Michael MccGwire, *Deterrence: the problem - not the solution*, International Affairs, 1986, p. 69; souligné dans le texte).

Quant à l'utilité, fréquemment invoquée, du nucléaire pour limiter les ambitions soviétiques, un soviétologue fort connu estime difficile «*de préciser ce que l'URSS aurait obtenu de plus si les Etats-Unis n'avaient pas eu la bombe*» (Adam Ulam, *The Rivals*, Penguin, 1971, p. 82, souligné dans le texte).

Beaucoup d'autres auteurs ou acteurs ont manifesté des doutes sur les vertus de la dissuasion. M. McNamara, secrétaire à la défense sous Kennedy et Johnson, a toujours déclaré que «*les armes nucléaires ne servent à aucune mission militaire. Elles sont totalement inutiles - sauf pour dissuader l'opposant de les utiliser*» (Foreign Affairs, Automne 1983, p. 79); il l'a redit dans un appendice à ses

récents mémoires sur la guerre du Vietnam et pense maintenant qu'il n'y a rien d'autre à faire de ces armes que de les éliminer totalement, point de vue sur lequel MM. Reagan et Gorbatchev étaient tombés d'accord (à la grande horreur de M. Mitterand). Les Soviétiques ont exprimé le même point de vue depuis longtemps sans pour autant, au contraire, exclure l'hypothèse d'un conflit conventionnel à partir du moment où la parité nucléaire était à peu près réalisée.

Pour Marshall Brement, *«l'expérience des 40 dernières années suggère fortement que les horreurs d'un holocauste nucléaire privent ces armes de leur valeur dissuasive parce que la victime présumée comprend les pénalités physiques, politiques et psychologiques que devrait payer un agresseur nucléaire»*. Cinquante ans après Hiroshima, on en est encore à se demander si ce fut un "crime contre l'humanité"; que serait-ce après un échange en règle ? Ou après un recours au nucléaire contre un proliférateur aussi minable que Saddam Hussein ou le Colonel Khadalfi ?

On se souvient enfin de la célèbre déclaration de M. Kissinger en 1979 : *«Les alliés européens ne devraient pas continuer à nous demander de multiplier des assurances stratégiques qui ne peuvent pas être dans nos intentions ou que, si nous y croyons, nous ne voudrions pas honorer parce que, si nous les honorons, nous risquons la destruction de la civilisation»*.

Comme beaucoup d'Européens l'ont remarqué à l'époque, cela signifie que la protection nucléaire américaine de l'Europe n'a jamais été que du vent à partir du moment - les années 1960 - où les Soviétiques ont eu les moyens d'y répondre; c'était du reste l'un des principaux alibis du Général pour justifier sa "force de frappe". Si tel est le cas, en quoi les armes nucléaires ont-elles interdit une guerre conventionnelle en Europe ? Parce que les armes nucléaires françaises "indépendantes" étaient susceptibles de servir de "détonateur" à un conflit nucléaire (François Bozo, *La France et l'OTAN*, IFRI/Masson, 1991, pp. 81, 103, 143, 155) ? Rappelons une déclaration plus récente du général Le Borgne, à l'époque chef d'état-major : *«L'agression militaire de l'Est...ne sera point initialement nucléaire, mais classique. C'est à nous, défenseurs, qu'appartient la décision terrible du premier feu»* (Le Monde, 12/10/1989) - une décision plébiscitée par deux (2) pour cent des Français (Le Monde du 23/5/1989). Ce serait donc bien à transformer un conflit conventionnel, déjà suffisamment terrible, en conflit nucléaire que nos armes "indépendantes" - et particulièrement nos "invulnérables" sous-marins stratégiques - auraient pu servir ? Pour ceux qui n'auraient pas compris, M. Michel Aurillac cite, dans le Monde du 13 février 1988, cette déclaration du général de Gaulle : *«Moi ou mon successeur devons posséder les moyens nécessaires pour changer en guerre nucléaire ce que les Soviétiques auraient souhaité n'être qu'une guerre classique»*. Cela relève de l'asile d'aliénés si les plans restent dans les cartons, et d'un futur Nuremberg s'ils sont mis en oeuvre un jour.

Il faudrait développer beaucoup d'autres idées pour lancer le "dialogue" que M. Millon dit souhaiter. L'absence de cause de conflit majeur, les deux grands vainqueurs ayant obtenu en 1945 ce

qu'ils souhaitaient : un glacis de protection à l'Ouest et le titre de grande puissance pour l'URSS, la prépondérance politique, économique, technique et militaire dans le "monde libre" pour les Etats-Unis. L'énorme disparité de ressources entre l'Est et l'Ouest tout au long de la guerre froide. Le refus des présidents américains d'écouter les sirènes préconisant une guerre préventive ou de déclencher la guerre pour la Hongrie. Et pour m'exprimer comme M. Cheysson, qui niera que les 25 millions de morts et les gigantesques destructions subies par l'URSS auraient suffi à dissuader les Soviétiques de se lancer dans une Troisième guerre mondiale qui, même sans armes nucléaires, eût été peut-être encore plus dévastatrice que la précédente et susceptible de mettre leur système en danger ?

En l'absence d'armes nucléaires, ces considérations auraient tout aussi bien pu garantir la paix; après deux expériences, il n'y a probablement pas eu beaucoup de gens désireux de se lancer dans une troisième Grande Guerre "classique". Tous les historiens disent qu'en 1939 déjà, Hitler, tout en voulant, et lui seul, se lancer dans la guerre, espérait bien éviter un conflit aussi terrible que le précédent; comme il l'a dit lui-même, se lancer dans la guerre, c'est comme ouvrir la porte d'une chambre plongée dans le noir.

En fait de garantir la paix, les armes nucléaires ont, dès le lendemain d'Hiroshima, lancé la course aux armements dont les deux points culminants se situent en 1962 à Cuba et à l'avènement de M. Gorbatchev. Celui-ci a compris que, socialisme ou pas, l'URSS ne pouvait pas continuer à consacrer indéfiniment à la défense 15, 20 ou 30 % de son PNB et à fournir à ses citoyens le niveau de vie du Portugal dans l'illusoire espoir d'équilibrer les armements d'un OTAN trois ou cinq fois plus fort, économiquement et scientifiquement parlant, que l'URSS. C'est M. Gorbatchev qui a sauvé la paix, et non pas la Division des applications militaires du CEA. Au lieu d'imploser, l'URSS aurait fort bien pu exploser comme le Japon de 1941.

Quant à Cuba, rafraichissons les mémoires de ces Enarques qui ont manifestement autre chose à faire que de lire les historiens américains.

La crise de Cuba a été provoquée par l'introduction à Cuba d'armes *nucléaires* soviétiques, principalement en réponse aux missiles américains déployés en Turquie. Le général LeMay, l'homme qui a, de son propre aveu, «grillé, roti et flambé» des centaines de milliers de civils japonais en 1945, était devenu le chef de toute l'Air Force et participait donc à toutes les discussions à la Maison Blanche. Partisan d'une attaque massive contre l'URSS, il aurait pu, à cette époque, la déclencher si les communications avec Washington avaient été coupées et crut toujours par la suite que l'Amérique avait "perdu" à Cuba à cause de la "lâcheté" de Kennedy.

Il n'empêche que l'aviation stratégique américaine fut placée en état d'alerte : 1.300 bombardiers munis en permanence de leurs armes nucléaires, prêts à partir en quinze minutes, 150 d'entre eux se relayant à tour de rôle en permanence sur une partie des trajectoires assignées en cas de guerre et, pour couronner le tout, leur chef communiquant en clair ses instructions aux équipages de façon à dispenser

les Soviétiques de perdre le temps de les décrypter. A en juger par le plan de guerre américain de 1960 maintenant bien connu, le passage à l'action aurait causé de 100 à 400 millions de morts dans l'ensemble des pays socialistes.

Il ne semble pas que l'on ait pris des mesures similaires du côté soviétique, mais les missiles à moyenne portée - destinés en principe à l'Europe de l'Ouest - introduits à Cuba, munis de têtes d'une mégatonne, pouvaient couvrir une grande partie du territoire américain. En cas d'attaque sur ceux-ci, éventualité fort discutée à Washington, leur commandant aurait peut-être préféré les utiliser que les perdre. On sait aussi maintenant que des armes nucléaires tactiques attendaient un éventuel débarquement américain, évité in extremis. On sait encore que, partout, des sous-marins soviétiques furent contraints de faire surface par la marine américaine; que se serait-il passé si l'un d'eux avait décidé de se défendre contrairement aux ordres du Kremlin ? On sait enfin que l'ambassade soviétique commença à brûler une partie de ses archives deux jours avant le dénouement.

On a souvent prétendu que Cuba justifie la dissuasion nucléaire puisqu'il ne s'est finalement rien passé. Il est certain que les deux camps ont, par la suite, fait preuve de beaucoup plus de prudence. Mais c'est à cause du nucléaire qu'en 1962 l'humanité a été conduite au bord du gouffre. La première conséquence de l'énorme perte de prestige subie par les Soviétiques a été de faire passer leur stock de missiles stratégiques d'une dizaine à presque 1.500 en une douzaine d'années (contre un millier de missiles américains).

L'Histoire n'est pas finie, et cinquante ans de "paix" par le nucléaire ne prouvent rien quant à la suite, sauf à supposer que MM. Cheysson et Millon lisent l'avenir dans le marc de café. La seule façon de garantir l'impossibilité d'une guerre nucléaire, c'est de ne pas avoir d'armes nucléaires. Cela vaudrait mieux que de donner aux X du CEA les moyens techniques de perfectionner leurs armes de génocide sans essais, donc en toute tranquillité et dans un secret encore plus total qu'actuellement, afin de dissuader Saddam Hussein d'utiliser son gigantesque et futur arsenal nucléaire ou son stock de sarin.
